

**Présidence :** .....

**Groupe "Les Verts"**

.....

**Groupe Socialiste**

.....

.....

**Groupe PLR**

.....

.....

**Groupe "Fourmi Rouge"**

.....

.....

**Groupe UDC**

.....



**MUNICIPALITÉ**

**PREAVIS N° 2-2016**

**AU CONSEIL COMMUNAL**

**Autorisations générales pour la législature  
2016-2021**

**Date proposée pour la séance de la Commission :**

**Mardi 11 octobre 2016, à 19h  
Salle de Municipalité**

27 septembre 2016

P R E A V I S No 2-2016

Autorisations générales pour la législature 2016-2021

---

**Table des matières**

<b>1. Acquisition et aliénation d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières.....</b>	<b>2</b>
<b>2. Acquisition de participations dans des sociétés commerciales et adhésion aux associations et fondations.....</b>	<b>3</b>
<b>3. Placement de capitaux et de liquidités .....</b>	<b>5</b>
<b>4. Acceptation de legs et de donations affectés de conditions ou charges, ainsi qu'acceptation de successions sous bénéfice de l'inventaire .....</b>	<b>5</b>
<b>5. Comptes d'attente pour frais d'études .....</b>	<b>6</b>
<b>6. Dépenses imprévisibles et exceptionnelles hors budget.....</b>	<b>7</b>
<b>7. Marge de tolérance en cas de dépassement sur un crédit d'investissement.....</b>	<b>8</b>
<b>8. Autorisation générale de plaider .....</b>	<b>9</b>
<b>9. Durée des autorisations générales.....</b>	<b>10</b>
<b>10. Conclusions .....</b>	<b>10</b>

Renens, le 27 septembre 2016

AU CONSEIL COMMUNAL DE R E N E N S,

Monsieur le Président,  
Mesdames les Conseillères communales, Messieurs les Conseillers communaux,

### **Préambule**

Le présent préavis propose au Conseil communal de renouveler ou de donner à la Municipalité pour la législature 2016-2021 diverses autorisations générales. Cette manière de procéder, adoptée depuis de nombreuses années, est indispensable car elle permet à la Municipalité de gérer de manière efficiente et avec célérité certaines affaires communales.

Par souci de simplification, la Municipalité a décidé de déposer pour cette législature, et à l'instar de la précédente, un seul préavis.

## **1. Acquisition et aliénation d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières**

### Bases légales

- Loi sur les communes du 28 février 1956 (état au 1er juillet 2013) :
  - Article 4, al. 1, chiffre 6 : *"Le conseil général ou communal délibère sur l'acquisition et l'aliénation d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières. L'article 44, chiffre 1, est réservé. Le conseil peut accorder à la municipalité l'autorisation générale de statuer sur les aliénations et les acquisitions en fixant une limite;"*
  - Article 44, chiffre 1 : *"L'administration des biens de la commune comprend : l'administration du domaine privé; la municipalité a toutefois la compétence de statuer sur l'acquisition de servitudes ne comportant aucune charge pour la commune; la perception de tout revenu, contribution et taxe."*
- Règlement du Conseil communal de Renens
  - L'article 16, chiffre 5 reprend les dispositions légales susmentionnées.

### Acquisition d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières

Conformément à la législation en vigueur, le Conseil communal peut accorder à la Municipalité l'autorisation générale de statuer sur l'acquisition d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières jusqu'à une limite qu'il doit fixer.

Pour la législature 2016-2021, la Municipalité demande au Conseil communal la reconduction de l'autorisation générale précitée jusqu'à concurrence de CHF 5'000'000.-- au total sur toute la durée de la législature. Ce montant est inchangé par rapport à la précédente législature.

La pratique d'une politique foncière en rapport avec les intérêts de notre cité implique, en certaines circonstances, de pouvoir agir avec célérité. Il importe donc que la Municipalité soit en mesure d'acheter à temps les terrains et immeubles nécessaires aux besoins réels de la Commune de Renens ou en vue de promouvoir la réalisation de l'aménagement futur du territoire.

Il est bien entendu que la Municipalité, comme par le passé, fera usage de cette autorisation générale en fonction des possibilités de financement. Par ailleurs, les dispositions légales en vigueur depuis le 1er juillet 2006 (art. 143 LC et art. 22 a du Règlement sur la comptabilité des communes) prévoient un plafond d'endettement pour les emprunts dont la durée correspond à celle de la législature; le plafond sera adopté par le Conseil communal en même temps que l'adoption du budget 2017.

### Aliénation d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières

Conformément à la législation en vigueur, le Conseil communal peut accorder à la Municipalité l'autorisation générale de statuer sur l'aliénation d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières jusqu'à une limite qu'il doit fixer.

Pour la législature 2016-2021, la Municipalité demande au Conseil communal la reconduction de l'autorisation générale précitée jusqu'à concurrence de CHF 100'000.-- au plus, par cas, charges éventuelles comprises. Ce montant est inchangé par rapport à la précédente législature.

Cette autorisation a pour but d'offrir à la Municipalité une marge de manœuvre pour les objets de moindre importance et, par là même, d'éviter que le Conseil communal soit encombré de bagatelles comme les échanges et les rétrocessions de terrains de peu d'importance découlant de la création ou de l'élargissement de chaussées, par exemple.

Cependant, concernant les aliénations et contrairement aux acquisitions, il n'y a que rarement la notion d'urgence et/ou de confidentialité qui intervient. Il est donc opportun que le Conseil communal garde alors toute sa compétence en matière de ventes importantes d'immeubles ou de terrains.

## **2. Acquisition de participations dans des sociétés commerciales et adhésion aux associations et fondations**

### Bases légales

- Loi sur les communes du 28 février 1956 (état au 1er juillet 2013) :
  - Article 4, al. 1, chiffre 6 bis : *"Le conseil général ou communal délibère sur la constitution de sociétés commerciales, d'associations et de fondations, ainsi que l'acquisition de participations dans les sociétés commerciales et l'adhésion à de telles entités. Pour de telles acquisitions ou adhésions, le conseil peut accorder à la municipalité une autorisation générale, le chiffre 6 s'appliquant par analogie. Une telle*

*autorisation générale est exclue pour les sociétés et autres entités citées à l'article 3a;"*

- Article 3a : *"Sauf disposition légale contraire, les communes peuvent confier l'exécution de leurs obligations de droit public à un tiers ou à une personne morale de droit privé ou de droit public moyennant l'autorisation du conseil général ou communal et du Conseil d'Etat."*
- Loi sur les participations de l'Etat et des communes à des personnes morales (état au 1er janvier 2012) :
  - Article 2 : *"On entend par participation au sens de la présente loi toute participation financière de l'Etat ou d'une commune à une personne morale de droit public ou de droit privé, à l'exception des subventions telles que définies dans la loi sur les subventions."*
  - L'article 15 indique dans le détail le suivi des participations que les communes doivent assurer. Les communes cadrent l'activité de chacun de leurs représentants au moyen d'une lettre de mission qui précise les objectifs communaux ainsi que les exigences que doit respecter le représentant communal.
  - Article 19 : *"Sur demande motivée du département concerné ou d'une commune, le Conseil d'Etat, respectivement le département en charge de la surveillance des communes, peuvent autoriser des exceptions aux dispositions du présent chapitre."*
- Règlement du Conseil communal de Renens
  - L'article 16, chiffre 6 reprend les dispositions légales susmentionnées.

### Acquisition de participations dans des sociétés commerciales et adhésion aux associations et fondations

Conformément à la législation en vigueur, le Conseil communal peut accorder à la Municipalité l'autorisation générale de statuer sur l'acquisition de participations dans des sociétés commerciales et sur l'adhésion à des associations et à des fondations jusqu'à une limite qu'il doit fixer.

Pour la législature 2016-2021, la Municipalité demande au Conseil communal la reconduction de l'autorisation générale pour l'acquisition de participations dans des sociétés commerciales pour un montant maximum de CHF 20'000.-- par cas. Ce montant est inchangé par rapport à la précédente législature. Elle y ajoute, conformément à l'article 4, al. 1, chiffre 6 bis de la LC, l'adhésion aux associations et fondations.

Cette demande est justifiée par le fait qu'il est parfois nécessaire ou souhaitable de soutenir rapidement certains projets ayant des délais de souscription relativement courts. Cette autorisation offre également la possibilité de participer à des sociétés, associations et fondations dont les activités ont un intérêt particulier pour la Ville de Renens et qui permettent, en qualité de membre, un certain droit de regard et d'information.

### **3. Placement de capitaux et de liquidités**

#### Bases légales

- Loi sur les communes du 28 février 1956 (état au 1<sup>er</sup> juillet 2013) :
  - L'article 44, chiffre 2 prévoit que l'administration des biens de la commune comprend: *"le placement de capitaux (achats, ventes, emplois); la municipalité peut, sans autorisation spéciale du conseil communal faire des placements ..."*
  - Article 44, chiffre 2, lettre j : *"la municipalité doit déposer les disponibilités de la commune auprès de la Banque cantonale vaudoise, de la Banque nationale suisse ou encore de tout autre établissement agréé par le conseil général ou communal;"*
- Règlement sur la comptabilité des communes (état au 1<sup>er</sup> juillet 2006) :
  - Article 46 : *"Les liquidités excédant les besoins courants doivent être versées sur un compte de chèques postaux ou auprès de la Banque Cantonale Vaudoise, du Crédit Foncier Vaudois ou de la Banque Nationale Suisse, ou encore auprès d'un autre établissement agréé par le conseil général ou communal. Ces comptes doivent être ouverts au nom de la commune."*
- Règlement du Conseil communal de Renens :
  - L'article 16, chiffre 10 reprend les dispositions légales susmentionnées.

#### Placements de capitaux et de liquidités

Conformément à la législation en vigueur, le Conseil communal peut accorder à la Municipalité l'autorisation générale de placer des capitaux dans d'autres établissements qu'à la Banque Cantonale Vaudoise et qu'à la Banque Nationale Suisse.

Pour la législature 2016-2021, la Municipalité demande au Conseil communal la reconduction de l'autorisation générale de placer les disponibilités de la Commune auprès d'établissements bancaires, de compagnies d'assurances, de collectivités publiques ou d'entreprises établies en Suisse offrant de solides garanties financières.

Historiquement, la tradition ainsi que les possibilités offertes de placements se limitaient probablement aux établissements cités dans la loi. Néanmoins, depuis de nombreuses années, le marché s'est largement ouvert et il est maintenant important de pouvoir profiter de la concurrence et des opportunités qui se présentent.

### **4. Acceptation de legs et de donations affectés de conditions ou charges, ainsi qu'acceptation de successions sous bénéfice de l'inventaire**

#### Bases légales

- Loi sur les communes du 28 février 1956 (état au 1<sup>er</sup> juillet 2013) :
  - Article 4, al. 1, chiffre 11 : *"Le conseil général ou communal délibère sur l'acceptation de legs et de donations (sauf s'ils ne sont affectés d'aucune condition ou charge), ainsi que l'acceptation de successions, lesquelles doivent au préalable avoir été soumises au bénéfice d'inventaire. Pour de telles acceptations, le conseil peut*

*accorder à la municipalité une autorisation générale, le chiffre 6 s'appliquant par analogie;"*

- Règlement du Conseil communal de Renens :
  - L'article 16, chiffre 11 reprend les dispositions légales susmentionnées.

#### Acceptation de legs et de donations affectés de conditions ou charges, ainsi qu'acceptation de successions sous bénéfice de l'inventaire

Suite à la modification de la Loi sur les communes, entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> juillet 2013, une nouvelle délégation de compétences a été introduite en matière d'acceptation de legs et de donations affectés de conditions ou charges, ainsi que d'acceptation de successions sous bénéfice d'inventaire.

Cette nouvelle demande d'autorisation qui offre à la Commune la possibilité d'accepter rapidement des legs, donations ou successions sans passer par le Conseil communal se justifie du fait qu'elle permet de prendre en compte les délais prévus par le droit civil en matière successorale, mais également la longueur de la procédure "politique" (décision municipale, rédaction d'un préavis, inscription à l'ordre du jour du conseil, nomination d'une commission, rapport, délibérations, etc.).

De plus, cette procédure parfois lourde peut s'avérer disproportionnée dans les cas fréquents de faibles montants en jeu.

La Municipalité est également consciente que certains legs exceptionnels peuvent s'accompagner de frais importants à la charge de la Commune. Ainsi, il est proposé au Conseil communal de fixer une limite à cette autorisation à CHF 100'000.- par cas.

## **5. Comptes d'attente pour frais d'études**

### Bases légales

- Loi sur les communes du 28 février 1956 (état au 1<sup>er</sup> juillet 2013) :
  - Article 4, chiffre 2 : *"Le conseil général ou communal délibère sur le projet de budget et les comptes;"*
- Règlement du Conseil communal de Renens :
  - L'article 16, chiffre 2 reprend les dispositions légales susmentionnées.

### Ouverture de comptes d'attente pour frais d'études

Conformément à la législation en vigueur, la demande d'autorisation pour l'ouverture de comptes d'attente pour frais d'études est de la compétence unique du Conseil communal.

Pour la législature 2016-2021, la Municipalité demande au Conseil communal le renouvellement de la procédure d'ouverture des comptes d'attente destinés à financer certains frais d'études. La Municipalité demande l'autorisation d'ouvrir à l'actif du bilan - Patrimoine administratif - des comptes d'attente dans lesquels seront comptabilisés les frais

de certaines études pour un montant de CHF 100'000.-- par cas au maximum. Ce montant est inchangé par rapport à la précédente législature.

Il faut considérer qu'il est très difficile de prévoir, lors de l'élaboration du budget de fonctionnement, tous les mandats qui devraient être confiés en cours d'année. Afin de permettre à la Municipalité de se donner les moyens d'initier un projet, il est indispensable de disposer de dossiers complets comprenant plusieurs variantes, ce qui, dans plusieurs cas, nécessite une étude technique avancée. Cette façon de faire permet d'appréhender au mieux la réalité et de présenter des préavis fondés sur la moyenne des soumissions rentrées, comme exigé par le Conseil communal, lorsqu'il s'agit de travaux ou d'achats.

En ce qui concerne le coût des projets qui ne seraient pas réalisés, ceux-ci seront amortis par le budget de fonctionnement, conformément à l'article 17 du Règlement sur la comptabilité des communes.

Le Conseil communal sera à nouveau informé régulièrement du montant des mandats attribués dont la dépense sera reprise, par la suite, dans les préavis respectifs, ceci par l'intermédiaire des communiqués périodiques de la Municipalité.

## **6. Dépenses imprévisibles et exceptionnelles hors budget**

### Bases légales

- Règlement sur la comptabilité des communes (état au 1er juillet 2006) :
  - Article 11, al. 1 et 2 : *"La municipalité ne peut engager des dépenses imprévisibles et exceptionnelles que jusqu'à concurrence d'un montant et selon les modalités fixés par le conseil au début de la législature.*

*Ces dépenses sont ensuite soumises à l'approbation du conseil général ou communal."*

- Règlement du Conseil communal de Renens :
  - L'article 98 reprend la disposition légale susmentionnée.

### Dépenses imprévisibles et exceptionnelles hors budget

Conformément à la législation en vigueur, le Conseil communal est compétent pour ce qui est de la détermination des modalités et du montant des dépenses imprévisibles et exceptionnelles que la Municipalité peut engager.

Pour la législature 2016-2021, la Municipalité demande au Conseil communal la reconduction de l'autorisation générale permettant à la Municipalité de faire face aux dépenses imprévisibles et exceptionnelles pour un montant maximum de CHF 100'000.-- par cas. Ce montant est en vigueur depuis le 21 mai 2015 et l'acceptation par le Conseil communal du Préavis N° 65-2015 "Modification des autorisations générales 2011–2016" qui augmentait ce plafond de CHF 30'000.-- à CHF 100'000.--.

Il est bien entendu que le budget annuel de fonctionnement doit comprendre toutes les charges prévisibles dans le sens d'une saine gestion. Il existe néanmoins toujours des cas imprévus ou d'exception et c'est pour pouvoir engager les dépenses nécessaires y relatives que la Municipalité vous prie de bien vouloir lui accorder à nouveau la compétence prévue à l'article 98 du Règlement du Conseil communal.



La récente mise à jour du Règlement du Conseil communal - pour tenir compte des dernières adaptations de la Loi sur les communes - ne permet dès lors plus de déléguer une compétence du Conseil à une commission. Ainsi, il n'est pas possible de déléguer à la Commission des finances la compétence d'autoriser des dépenses imprévisibles et exceptionnelles non prévues au budget, quel qu'en soit le montant.

Soucieuse de maintenir une nécessaire transparence dans ce type de dépenses exceptionnelles, la Municipalité continuera à informer la Commission des finances pour toutes dépenses imprévisibles et exceptionnelles hors budget dépassant CHF 30'000.--, mais n'excédant pas CHF 100'000.--.

Dans tous les cas, le Conseil communal sera informé par une remarque ad hoc qui figurera dans le bouclage des comptes communaux.

## **7. Marge de tolérance en cas de dépassement sur un crédit d'investissement**

### Bases légales

- Règlement sur la comptabilité des communes (état au 1<sup>er</sup> juillet 2006) :
  - Article 16, al. 1 et 2 : *"La municipalité veille à ce que les crédits d'investissements ne soient pas dépassés.*
  - Lorsqu'un crédit est épuisé, toute dépense supplémentaire doit être portée à la connaissance du conseil général ou communal par voie de communication écrite. Elle est ensuite soumise à son approbation dans les meilleurs délais."*
- Règlement du Conseil communal de Renens :
  - L'article 103 reprend la disposition légale susmentionnée.

### Marge de tolérance en cas de dépassement sur un crédit d'investissement

Conformément à la législation en vigueur, l'octroi d'une marge de tolérance en cas de dépassement de crédit d'investissement est de la compétence unique du Conseil communal.

Là aussi, la récente mise à jour du Règlement du Conseil communal - pour tenir compte des dernières adaptations de la Loi sur les communes - ne permet plus de déléguer cette compétence à la Commission des finances. Dès lors, elle a été déléguée à la Municipalité dans le cadre du Préavis N° 65-2015.

La Municipalité a toujours veillé à respecter scrupuleusement l'enveloppe financière que lui accorde le Conseil communal pour tous crédits d'investissements. Cependant, bien qu'une réserve pour "divers et imprévus" soit intégrée dans les préavis, il arrive, mais de manière assez exceptionnelle, que cette réserve soit insuffisante en raison d'imprévus plus ou moins importants pouvant survenir dans un projet.

La Municipalité renouvelle ainsi pour la législature 2016-2021 sa demande au Conseil communal pour qu'une marge de tolérance pour tout dépassement de crédit d'investissement n'excédant pas CHF 50'000.- pour les projets de moins de CHF 1 million ou 5% du crédit voté par le Conseil communal lui soit accordé. Avec cette marge considérée comme raisonnable, le Conseil communal évitera de faire siéger une de ses commissions

pour des montants de faible importance et pour lesquels il n'a pas d'autre possibilité que de ratifier la dépense ultérieurement. Elle informera également dans les meilleurs délais la Commission des finances pour tout dépassement entrant dans cette marge de tolérance.

## **8. Autorisation générale de plaider**

### Bases légales

- Loi sur les communes du 28 février 1956 (état au 1<sup>er</sup> juillet 2013) :
  - Article 4, al. 1, chiffre 8 : *"Le conseil général ou communal délibère sur l'autorisation de plaider (sous réserve d'autorisations générales qui peuvent être accordées à la municipalité);"*
- Code de procédure civile vaudois (en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2011) :
  - Article 68, al. 2, lettre b : *"Lorsque le mandataire agit au nom d'une commune, il doit produire une procuration de la municipalité, signée par le syndic et le secrétaire et, à défaut d'un règlement spécial à cet effet, une autorisation du conseil communal ou général, signée par le président et le secrétaire de ce corps."*
  - Article 72, al. 1 : *"La procuration confère le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires pour obtenir le jugement et pour en poursuivre l'exécution."*
- Règlement du Conseil communal de Renens :
  - L'article 16, chiffre 8 reprend la disposition légale susmentionnée.

### Autorisation générale de plaider

Conformément à la législation en vigueur, le Conseil communal peut accorder à la Municipalité l'autorisation générale de plaider.

En effet, afin d'éviter que le Conseil communal ne soit saisi d'une demande spéciale d'autorisation de plaider pour chaque litige dans laquelle la Ville est partie à une procédure judiciaire, il est nécessaire de donner à la Municipalité une nouvelle autorisation générale de plaider.

L'évolution des règles de la procédure rend difficile de fixer une limite à la valeur litigieuse aussi bien lorsque la Ville est demanderesse (requérante) que lorsqu'elle est défenderesse (intimée). Le montant de CHF 100'000.-- qui avait été fixé lors de la précédente législature lorsque la Ville est demanderesse pourrait être très rapidement dépassé, notamment lorsqu'il s'agit de calcul théorique sur un contrat de durée (par exemple récolte des déchets, droit du bail, etc.). De plus, les grands projets auxquels la Commune est partie comprennent des financements qui se situent promptement au-delà de la limite précitée (par exemple équipements techniques et équipements communautaires de Malley, décision de taxation d'équipements communautaires, etc.).

En outre, lorsque la Ville sera défenderesse, une limite soumise à l'approbation du Conseil communal se révélerait inutile, voire dangereuse pour deux raisons notamment :

- Alors que la Municipalité a le devoir de sauvegarder les intérêts de la Commune dans le cadre de la gestion courante, on n'imagine pas que le Conseil communal refuse à la Municipalité tout droit de défendre ses décisions et positions et l'oblige, par-là, à se laisser condamner par la justice;
- Lors des débats devant le Conseil communal, il sera impossible de ne pas laisser transparaître ses moyens de défense. Ainsi, sauf à décréter le huis clos de la séance et la censure du procès-verbal du Conseil communal, la partie adverse en tirerait avantage.

C'est également la pratique usuelle de la majorité des communes vaudoises de ne pas fixer de limite lorsque la Commune est demanderesse. L'argument de ne pas dévoiler sa stratégie de défense est là aussi prépondérant. Le défendeur, au courant qu'une action va être ouverte à son encontre, bénéficierait indubitablement devant la justice de la position exprimée par le Conseil communal. On rappellera également que les règles de procédure ont changé depuis l'entrée en vigueur du code de procédure civile (1<sup>er</sup> janvier 2011) qui oblige à introduire d'abord une requête en conciliation puis, si la conciliation n'aboutit pas, à introduire la demande dans les trois mois pour une action de fond. Ce délai est très court pour pouvoir obtenir une autorisation du Conseil communal.

Au vu de ce qui précède, une autorisation de plaider devant toutes les autorités judiciaires, administratives ou arbitrales semble particulièrement souhaitable.

## **9. Durée des autorisations générales**

Ces autorisations sont valables pour la durée de la législature, soit dès l'acceptation du présent préavis jusqu'au 30 juin 2021. Elles viendront toutefois à échéance 6 mois après la fin de la législature, soit au 31 décembre 2021, conformément à l'article 4, alinéa 2, de la Loi sur les communes.

## **10. Conclusions**

Pour la législature 2016-2021, la Municipalité propose au Conseil communal de reconduire les autorisations générales qui lui avaient été accordées pour la précédente législature en y ajoutant l'autorisation pour l'acceptation de legs, de donations et de successions. La Municipalité propose également le renouvellement de ces autorisations générales avec les mêmes montants. En effet, ceux-ci permettent à la Municipalité de gérer le quotidien et de faire face aux obligations qui se présentent à elle.

---

Fondée sur l'exposé ci-dessus, la Municipalité prie le Conseil communal de bien vouloir voter les conclusions suivantes :

## CONCLUSIONS

LE CONSEIL COMMUNAL DE R E N E N S,

Vu le préavis No 2-2016 de la Municipalité du 27 septembre 2016,

Oui le rapport de la Commission désignée pour étudier cette affaire,

Considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

**ACCORDE** à la Municipalité :

1. Acquisition et aliénation d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières
  - une autorisation générale de procéder à des acquisitions d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières jusqu'à concurrence de Fr. 5'000'000.-- au total.
  - une autorisation générale de statuer sur les aliénations d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières jusqu'à concurrence de Fr. 100'000.-- au plus, par cas, charges éventuelles comprises.
2. Acquisition de participations dans des sociétés commerciales et adhésion à des associations et fondations
  - une autorisation générale de procéder à l'acquisition de participations dans des sociétés commerciales et à l'adhésion à des associations et fondations jusqu'à concurrence de Fr. 20'000.-- par cas et l'adhésion à de telles entités.
3. Placement de capitaux et de liquidités
  - une autorisation générale de placer les disponibilités de la Commune auprès des établissements bancaires, des compagnies d'assurances, des collectivités publiques, ou d'entreprises établies en Suisse et offrant de solides garanties financières.
4. Acceptation de legs et de donations affectés de conditions ou charges, ainsi qu'acceptation de successions sous bénéfice de l'inventaire
  - une autorisation générale de statuer sur l'acceptation de legs, de donations et de successions dont la valeur n'excède pas CHF 100'000.-- par cas.
5. Comptes d'attente pour frais d'études
  - une autorisation générale pour ouvrir des comptes d'attente pour la comptabilisation de certains frais d'études qui ne pouvaient être prévus au budget de fonctionnement, ceci jusqu'à concurrence de Fr. 100'000.-- au maximum par cas.
6. Dépenses imprévisibles et exceptionnelles hors budget
  - une autorisation générale d'engager des dépenses imprévisibles et exceptionnelles hors budget jusqu'à concurrence de CHF 100'000.- au maximum par cas. La Municipalité informera dans les meilleurs délais la Commission des finances pour toute dépense excédant CHF 30'000.- par cas.

7. Marge de tolérance en cas de dépassement sur un crédit d'investissement

- une marge de tolérance pour tout dépassement de crédit d'investissement n'excédant pas CHF 50'000.- pour les projets de moins de CHF 1 million ou 5% du crédit voté par le Conseil communal. La Municipalité informera dans les meilleurs délais la Commission des finances pour tout dépassement entrant dans cette marge de tolérance.

8. Autorisation générale de plaider

- une autorisation générale pour plaider devant toutes les autorités judiciaires, administratives ou arbitrales.

Ces autorisations sont valables pour la durée de la législature, soit dès l'acceptation du présent préavis jusqu'au 30 juin 2021. Elles viendront toutefois à échéance 6 mois après la fin de la législature, soit au 31 décembre 2021.

---

Approuvé par la Municipalité dans sa séance du 26 septembre 2016

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le Syndic:

Le Secrétaire municipal:

Jean-François CLEMENT (L.S.)

Michel VEYRE

Membres de la Municipalité concernés : - M. Jean-François Clément  
- M. Olivier Golaz